

Publications périodiques

Comptes annuels

TRIGANO

Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 82.310.249,75 €
Siège social : 100 rue Petit – 75019 Paris
722 049 459 R.C.S. Paris

Exercice social : du 1^{er} septembre au 31 août

A. — Comptes sociaux

I. — Bilan
(En milliers d'Euros)

Actif	Note	31/08/2018	31/08/2017
Actif immobilisé :			
Immobilitisations incorporelles		9 704	9 039
Dépréciations et amortissements		-5 812	-5 320
Total Immobilisations incorporelles	4.3.3.2	3 892	3 719
Immobilitisations corporelles		37 931	36 250
Dépréciations et amortissements		-10 646	-10 537
Total Immobilisations corporelles	4.3.3.2	27 285	25 713
Immobilitisations financières		416 988	298 699
Dépréciations		-16 940	-23 324
Total Immobilisations financières	4.3.3.3	400 048	275 375
Total Actif immobilisé		431 225	304 808
Actif circulant :			
Créances clients et autres débiteurs	4.3.3.4	102 379	83 512
Valeurs mobilières de placement	4.3.3.5	1 272	380
Disponibilités		142 519	84 761
Total Actif circulant		246 170	168 654
Comptes de régularisations		1 722	1 911
Total actif		679 117	475 373

Passif	Note	31/08/2018	31/08/2017
Capitaux propres:			
Capital	4.3.3.7	82 310	82 310
Primes d'émission, de fusion, d'apport		4 184	4 184
Réserve légale		9 016	9 016
Autres réserves et report à nouveau		111 025	94 060
Résultat de l'exercice		69 790	41 863
Subventions d'investissement		27	38
Provisions réglementées		4 455	3 971
Total Capitaux propres		280 806	235 441
Provisions pour risques et charges	4.3.3.8		
Provisions pour risques		1 086	2 348
Total Provisions pour risques et charges		1 086	2 348
Dettes			
Emprunts et dettes financières	4.3.3.9	127 592	491
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4.3.3.9	816	1 738
Dettes fiscales et sociales	4.3.3.9	19 693	8 005
Autres dettes	4.3.3.9	249 014	227 260
Comptes de régularisations		111	91
Total dettes		397 225	237 584
Total passif		679 117	475 373

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	Note	2017/2018	2016/2017
Chiffre d'affaires net		9 763	10 605
Autres produits d'exploitation		35 663	23 993
Total des produits d'exploitation	4.3.3.1	45 426	34 597
Autres achats et charges externes		-3 832	-3 835
Impôts et taxes		-624	-893
Salaires et traitements		-3 618	-3 349
Charges sociales		-1 601	-1 507
Dotations aux amortissements et provisions		-1 964	-1 804
Autres charges		-2 006	-1 464
Total des charges d'exploitation		-13 644	-12 852
Résultat d'exploitation		31 782	21 746
Résultat financier	4.3.3.13	34 246	20 613
Résultat exceptionnel	4.3.3.14	21 023	1 211
Impôts sur les bénéfices		-17 262	-1 707
Résultat net		69 790	41 863

III. — Annexe aux comptes sociaux**Note 1. — Informations générales**

La présente annexe se rapporte au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2018 dont le total est de 679 117 K€ et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste dont le total des produits est de 115 275 K€ et dégageant un bénéfice de 69 790 K€.

Principes et méthodes comptables. — Les comptes annuels de la société relatifs à l'exercice clos le 31 août 2018 ont été établis selon les principes comptables du plan comptable général (règlement ANC 2014-03) homologué par l'arrêté du 8 septembre 2014 et de l'ensemble des règlements ANC le complétant.

Les règles et méthodes comptables appliquées sont identiques à celles de l'exercice précédent.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1er septembre 2017 au 31 août 2018.

Faits marquants de l'exercice. — Le 22 septembre 2017, Trigano a procédé à l'acquisition de 85 % du capital de la société Protej d.o.o. propriétaire du groupe Adria. Le financement de cette acquisition a été assuré par la mise en place de lignes de crédit spécifiques accordées par le pool bancaire de Trigano en septembre 2017.

Au cours de l'exercice Trigano a procédé à la cession de titres d'autocontrôle pour un montant de 21 018 K€.

Enfin, la société a continué d'investir dans des projets d'augmentation des capacités de production de ses filiales.

Événements post-clôture. — Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture qui nécessiteraient de modifier les comptes ou de fournir une information complémentaire.

Note 2. — Immobilisations incorporelles et corporelles

2.1. Méthodes comptables. — Les immobilisations incorporelles correspondent aux marques, dépôt de marques, brevets, procédés et logiciels possédés par la société. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les logiciels, procédés et brevets sont amortis en fonction de leur durée d'utilisation prévisionnelle.

Les frais de dépôts de marques sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et amortis sur 10 ans.

A la clôture de l'exercice, une évaluation de la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles est effectuée. Une dépréciation des immobilisations incorporelles est constatée si cette valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée du bien.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Constructions	50 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 à 30 ans
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériels et outillages industriels	5 à 10 ans
Mobilier, matériel de bureau et informatique	2 à 10 ans
Matériel micro-informatique	2 ans
Matériel de transport	4 ans

Il est pratiqué un amortissement dérogatoire lorsque la durée d'usage admise fiscalement diffère de la durée d'utilisation des immobilisations corporelles.

2.2. Acquisitions et cessions :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute au 31/08/2017	Augmentation	Diminution	Reclassement	Valeur brute au 31/08/2018
Immobilisations incorporelles:					
Marques	1 238				1 238
Logiciels	6 946	910	-234	-11	7 611
Autres immobilisations incorporelles	856				856
Total Immobilisations incorporelles	9 039	910	-234	-11	9 704
Immobilisations corporelles					
Terrains	6 541	41	-19	543	7 107
Constructions	20 773	313	-1 001	3 832	23 918
Matériel informatique et de bureau	2 607	631	-274	31	2 995
Divers	949	89	-243		795
Immobilisations en cours	5 381	2 130		-4 396	3 115
Total immobilisations corporelles	36 250	3 206	-1 536	11	37 931
Total immobilisations incorporelles et corporelles	45 289	4 116	-1 770		47 635

2.3. Amortissements et dépréciations :

(En milliers d'Euros)	Amortissements au 31/08/2017	Dotations	Reprises	Amortissements au 31/08/2018
Immobilisations incorporelles				
Marques	-609			-609
Logiciels	-4 673	-543	79	-5 137
Autres immobilisations incorporelles	-38	-28		-67
Total Immobilisations incorporelles	-5 320	-571	79	-5 812
Immobilisations corporelles				
Agencements des terrains	-226	-84		-310
Constructions	-7 761	-890	795	-7 857
Matériel informatique et de bureau	-1 853	-374	246	-1 981
Divers	-696	-44	243	-498
Total immobilisations corporelles	-10 537	-1 392	1 284	-10 646
Total amortissements des immobilisations	-15 857	-1 964	1 363	-16 458

Note 3. – Immobilisations financières

3.1. Méthodes comptables. — Les titres de participations et créances rattachées sont évalués à leur valeur d'acquisition ou d'apport et ramenés à la valeur recouvrable lorsque cette dernière est inférieure à la valeur nette comptable. Les frais d'acquisition liés aux titres sont inclus dans le coût des titres.

La valeur recouvrable est considérée principalement par rapport à la valeur des capitaux propres des sociétés concernées, corrigée le cas échéant des plus ou moins values latentes. Sont également prises en compte dans l'appréciation de la valeur recouvrable la capacité bénéficiaire immédiate ou à terme de la filiale ainsi que sa valeur d'usage estimée sur la base de la méthode des flux de trésorerie futurs.

Les dotations aux dépréciations sur titres et/ou comptes courants sont comptabilisées en résultat financier. Les dotations aux provisions pour risques filiales sont comptabilisées en résultat d'exploitation.

Les actions propres sont évaluées à la valeur d'acquisition et une dépréciation est reconnue à hauteur de l'écart négatif constaté, le cas échéant, entre le cours de bourse du dernier jour du mois d'août et le prix d'acquisition.

Les prêts représentant les versements effectués dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort de construction font l'objet d'une dépréciation et sont actualisés au taux de 1,04 %.

3.2. Acquisitions et cessions :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute au 31/08/2017	Augmentation	Diminution	Reclassement	Valeur brute au 31/08/2018
Immobilisations financières:					
Titres de participations	199 000	157 156		533	356 689
Actions propres (1) (2)	4 560		-2 760		1 800
Créances rattachées à des Participations	72 551		-15 015		57 536
Prêts	20 678	15	-20 486		206
Divers	2 291	1 010	-739	-533	2 029
Total immobilisations financières	299 079	158 180	-38 999	0	418 260
(1) La société a cédé au cours de l'exercice des actions Trigano pour un prix de 2 759 973 €. Au 31 août 2018, elle détient 31 148 titres Trigano pour une valeur comptable de 1 799 936 €.					
(2) Dont au 31 août 2018, 1 272 milliers d'euros d'actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité classées en valeurs mobilières de placement au bilan.					

3.3. Dépréciations :

(En milliers d'Euros)	Montants au 31/08/2017	Dotations (1)	Reprises (2)	Montants au 31/08/2018
Immobilisations financières:				
Participations	-17 206	-593	881	-16 918
Créances rattachées à des participations	-6 094		6 094	0
Prêts	-24		1	-22
Total provisions immobilisations financières	-23 324	-593	6 976	-16 940
(1) Dont dotations financières : 535 milliers d'euros				
(2) Dont reprises financières : 6 976 milliers d'euros Le résultat du test de dépréciation de l'exercice a conduit à la comptabilisation d'une reprise de 6 094 milliers d'euros de la provision au titre du prêt accordé à la société Trigano Deutschland gmbh et Co KG, compte tenu de l'évolution positive des résultats de cette société				

3.4. Tableau des filiales et participations :

— Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la Société astreinte à la publication :

Filiales et participations	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur brute d'inventaire des titres détenus en K€	Valeur nette d'inventaire des titres détenus en K€	Prêts et avances consentis par la société	Cautions et avals fournis par la société en K€	Chiffre d'affaires hors taxe	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)
1, Filiales (détenues à + de 50 %):										
Protej	K€	11 449	42 837	85	154 307	154 307	50			-52
TRIGANO Spa	K€	18 000	27 055	100	25 165	25 165			212 175	11 956
AUTO-TRAIL VR	K€	200	21 696	100	20 113	20 113			89 499	10 369
LIDER	K€	123	15 003	100	19 976	19 976			42 111	2 554
AUTO-SLEEPERS INVESTMENTS	K€		-281	(*) 59.01	16 448	16 448			0	3 519
TRIGANO VDL	K€	7 000	60 470	100	15 676	15 676			395 022	13 152
TRIGANO MDC	K€	9 000	9 134	100	13 643	13 643	82		48 554	519
GAUPEN-HENGER	KKR	100	45 908	100	8 925	8 925			130 170	2 958
TRIGANO JARDIN	K€	7 667	-1 532	100	7 815	7 815	8 796		28 621	-1 807
GROUPE REMORQUES HUBIERE	K€	200	2 711	100	7 616	7 616			0	-4
TRIGANO DEUTSCHLAND GMBH ET CO. KG	K€	7 500	-18 706	100	7 500	733	25 036		1 583	-131
GAUPEN-HENGER EIENDOM	KKR	100	13 464	100	6 951	6 951			4 526	3 033
GROVE	K€		3 629	100	5 997	5 997	338		10 225	654

PRODUCTS									
OCS RECREATIE GROOTHANDEL	K€	16	5 692	100	5 639	5 639		15 981	1 490
EURO ACCESSOIRES	K€	2 000	9 715	100	3 999	3 999		30 528	1 813
LUANO CAMP	K€	1 500	8 708	60	3 114	3 114		105 987	4 931
ARCA CAMPER	K€	100	375	100	3 003	475	382	6 299	198
BENIMAR OCARSA	K€	60	31 223	100	2 988	2 988		136 851	12 277
TRIGANO REMORQUES	K€	1 000	15 960	100	2 963	2 963		39 256	849
AUTOSTAR	K€	1 000	-815	97,33	2 165	0	5 908	45 478	183
PERIGORD VDL	K€	150	15 675	100	1 991	1 991		70 817	4 680
DELWYN ENTERPRISES	K€	160	9 365	100	1 763	1 763		11 218	2 102
RULQUIN	K€	1 000	5 695	99,99	1 759	1 759		14 773	460
MECANOREM	K€	830	-2 265	100	1 675	0	3 926	5 840	-717
TROIS SOLEILS	K€	20	3 932	100	1 272	1 272		2 178	172
CARAVANES LA MANCELLE	K€	10	-2 722	100	1 259	0	4 384	4 378	-961
BRUAND DEVELOPPEMENT	K€	200	500	85	1 173	0		183	70
OUEST VDL	K€	500	-2 151	100	1 000	0	7 733	22 867	-2 154
ECIM	K€	100	7 462	100	974	974		5 258	551
TRIGANO SERVICE	K€	60	21 963	100	913	913		21 080	2 692
2. Participations (détenues à - de 50%) :									
Loisirs finance	K€	10 000	32 792	49	4 715	4 715			4 849
(*) Donnant droit à 29,5 % des droits de vote et des droits à dividendes									

— Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations :

Filiales et participations	Filiales		Participations	
	Françaises	Étrangères	Françaises	Étrangères
Valeur comptable des titres détenus :				
Brute	88 851	263 123	4 715	
Nette	81 377	253 680	4 715	
Montant des prêts et avances accordés				
Montant des cautions et avals donnés				
Montant des dividendes encaissés	15 000	17 450		

3.5. Échéanciers des prêts et des créances rattachées à des participations :

(En milliers d'Euros)	Montant brut au 31/08/2018	Un an au plus	A plus d'un an
Prêts et créances rattachées à des participations			
Créances rattachées à des participations	57 536	25 036	32 500
Prêts	206	5	201
Autres immobilisations financières	2 029	0	2 029
Total prêts et créances rattachées à des participations	59 771	25 041	34 730

Note 4. – Créances.

4.1. Méthodes comptables. — Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est reconnue lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.
Les subventions accordées aux filiales ainsi que les abandons à caractère financier sont comptabilisés en résultat financier.

4.2. Échéanciers des créances :

(En milliers d'Euros)	Montant brut au 31/08/2018	Un an au plus	A plus d'un an
Créances clients	2 443	2 443	
Autres créances			
Société apparentées	95 558	95 558	
Comptes courants intégration fiscale	38	38	
Créances sur l'État	3 305	3 305	
Autres créances détenues sur les sociétés du groupe	108	108	
Autres	16 008	16 008	
Total des autres créances	115 017	115 017	
Total	117 460	117 460	

4.3. Dépréciations des créances :

(En milliers d'Euros)	Montants au 31/08/2017	Dotations (1)	Reprises (2)	Montants au 31/08/2018
Actif circulant				
Créances clients				
Autres créances	-7 454	-7 977	289	-15 142
Total dépréciation des créances	-7 454	-7 977	289	-15 142
(1) Dont dotations financières : 7 977 milliers d'euros				
(2) Dont reprises financières : 289 milliers d'euros				

Les dépréciations des autres créances sont des dépréciations de comptes courants.

Note 5. – Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement comprennent des actions propres gérées dans le cadre du contrat de liquidité pour un montant de 1 272 K€ au 31 août 2018 et de 380 K€ au 31 août 2017.

Note 6. – Autres informations sur les postes de l'actif

(En milliers d'Euros)	31/08/2018	31/08/2017
Montants concernant les entreprises liées :		
Participations	356 689	199 000
Créances rattachées à des participations	57 536	72 551
Clients	2 419	4 536
Comptes courants filiales	95 558	67 556
Autres créances	146	3 045
Total	512 348	346 688
Charges constatées d'avance		
Charges d'exploitation	636	589
Charges financières		
Total	636	589
Produits à recevoir		
Clients	2 373	4 447
Autres créances	16 030	12 494
Total	18 403	16 941

Note 7. – Capitaux propres

— Composition du capital social :

Catégorie	Au 31/08/2017	Nombre de titres créés	Réduction	Au 31/08/2018	Valeur nominale
Actions	19 336 269			19 336 269	4,2567

Réserves indisponibles. — Le montant de la réserve indisponible liée aux actions propres est de 1 800 K€.

Dividendes. — Un dividende de 24 897 424 € a été versé au cours de l'exercice suite à la décision de l'Assemblée Générale du 8 janvier 2018.

Note 8. – Provisions pour risques et charges

8.1. Méthodes comptables. — Toute obligation de la société à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et donnant lieu à sortie probable de ressources sans contrepartie équivalente, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision. En particulier, les pertes latentes de change font l'objet d'une provision. Les autres provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique.

8.2. Variation des provisions :

(En milliers d'Euros)	Montants au 31/08/2017	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montants au 31/08/2018
Provision pour pertes de change	1 323	1 086	-1 323	0	1 086
Provision pour autres risques et charges	1 025		-1 025		0
Total	2 348	1 086	-2 348	0	1 086

Note 9. – Échéanciers des dettes

(En milliers d'Euros)	Montant brut au 31/08/2018	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	127 138	30 107	97 031	
Emprunts et dettes financières divers	454			454
Fournisseurs	816	816		
Dettes fiscales et sociales	19 693	19 693		
Autres dettes (1)	249 014	249 014		
Total	397 114	299 629	97 031	454
(1) Dont compte courants filiales : 245 190 milliers d'euros				

La société a contracté en septembre 2017 un emprunt à taux fixe amortissable de façon linéaire sur 5 ans d'un montant initial de 150 M€ destiné à financer des opérations de croissance externe. 22,9 M€ ont été remboursés au cours de l'exercice.

Note 10. – Autres informations sur les postes de passifs

(En milliers d'Euros)	31/08/2018	31/08/2017
Montants bruts concernant les entreprises liées :		
Emprunts et dettes financières	453	442
Fournisseurs	79	47
Comptes courants filiales	245 190	225 444
Autres dettes	3 804	1 810
Total	249 525	227 745
Produits constatés d'avance		
Produits d'exploitation	109	89
Total	109	89
Charges à payer		
Dettes fournisseurs	15	130
Dettes fiscales et sociales	748	612
Total	763	742

Note 11. – Opérations en devises

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion. Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risque.

(En milliers d'Euros)	31/08/2018	31/08/2017
Écart de conversion actif	1 086	1 323
Écart de conversion passif	1	1

Note 12. – – Résultat d'exploitation

12.1. Décomposition des produits d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018	31/08/2017
Chiffre d'affaires :		
Prestations et loyers filiales	9 635	10 418
Autres prestations de service	128	186
Total chiffres d'affaires	9 763	10 605
Autres produits d'exploitation:		
Redevances filiales	3 730	3 416
Reprise sur provisions et dépréciations	0	154
Autres	31 933	20 423
Total autres produits d'exploitation	35 663	23 993
Total des produits d'exploitation	45 426	34 597

Le chiffre d'affaires est réalisé à hauteur de 89 % avec des sociétés françaises en 2018 (89 % en 2017).

12.2. Effectifs et rémunérations. — Les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux au cours de l'exercice se sont élevés à 1 226 521 €.

La répartition de l'effectif par catégorie est la suivante :

(En milliers d'Euros)	2017/2018	2016/2017
Cadres	33	32
Employés	10	9
Total	43	41

12.3. Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. — Un produit de 48 K€ a été enregistré en minoration des charges de personnel au titre du CICE au cours de l'exercice. Le montant de la créance inscrite au bilan dans le cadre de l'intégration fiscale est de 3 235 K€.

Ce crédit sera utilisé comme le prévoit l'article 244 quater C du CGI pour financer des investissements, de la recherche, des formations, des recrutements, de la prospection de nouveaux marchés, des efforts de transition écologique et énergétique, ou bien encore, améliorer le besoin en fonds de roulement.

Note 13. – Produits et charges financières

13.1. Résultat financier :

(En milliers d'Euros)	2017/2018	2016/2017
Produits financiers :		
Produits financiers de participation	32 857	25 214
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	223	251
Autres intérêts et produits assimilés	3 315	2 569
Reprises sur provisions et transferts de charges	9 613	20 161
Différences positives de change	0	310
Total des produits financiers	46 008	48 505
Charges financières:		
Dotations financières aux provisions	-9 656	-8 927
Intérêts et charges assimilées	-1 862	-2 171
Pertes sur créances liées à des participations	0	-16 442
Différences négatives de change	-244	-353
Total des charges financières	-11 762	-27 893

13.2. Produits et charges financières concernant les entreprises liées :

(En milliers d'Euros)	2017/2018	2016/2017
Produits financiers		
Dividendes reçus sur titres de participation	32 450	24 788
Résultats des sociétés de personnes	407	427
Produits de prêts et comptes courants auprès de filiales	1 492	2 010
Reprises sur provisions filiales	8 289	19 454
Total	42 638	46 678

(En milliers d'Euros)	2017/2018	2016/2017
Charges financières		
Dotations financières aux provisions (1)	-8 570	-7 597
Abandons de créances filiales (2)	0	-16 442
Intérêts et charges assimilées	-1 144	-930
Total	-9 714	-24 969

(1) La société a procédé à l'analyse des valeurs d'inventaire de ses titres de participation. A l'issue de cet examen, une dotation complémentaire pour dépréciation a été comptabilisée pour 8 570 milliers d'euros

(2) Abandons de créance : Ouest VDL, Autostar, Résidences Trigano en 2017.

Note 14. – Résultat exceptionnel

(En milliers d'Euros)	2017/2018	2016/2017
Résultat sur cession d'immobilisations corporelles et financières	705	1 390
Résultat sur cession d'actions Trigano	21 018	220
Dotation aux amortissements dérogatoires	-713	-539
Reprise sur amortissements dérogatoires	229	292
Divers	-216	-153
Total	21 023	1 211

Note 15. – Éléments de nature fiscale

La société est la société-mère du groupe fiscal constitué avec les sociétés Trigano VDL, Euro Accessoires, Trigano MDC, Mistercamp, Ouest VDL et Lider. Dans le cadre de l'intégration fiscale, l'impôt est calculé par filiale comme en l'absence d'intégration.

L'accroissement de la dette future d'impôt provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable est de 0,6 K€.

L'impôt sur les bénéfices se compose de produits d'intégration fiscale pour 6 244 k€, de charges d'impôt au titre de l'intégration fiscale pour 23 380 K€ et d'autres charges d'impôt pour 226 K€.

En l'absence d'intégration fiscale, la charge d'impôt de Trigano en France aurait été de 18 864 K€ dont 7 229 K€ sur le résultat exceptionnel et 11 635 K€ sur le résultat courant.

Note 16. – Engagements financiers hors bilan

16.1. Engagements en matière de pensions et retraites. — Les charges correspondant aux engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont payées. Le montant potentiel de ces indemnités figure en engagement financier hors bilan. Il est évalué sur la base de calculs actuariels intégrant des hypothèses de mortalité, selon la table statistique communément admise, de rotation du personnel et d'augmentations de salaires selon les statistiques de la société et du départ à 65 ans à l'initiative du salarié.

Le taux d'actualisation utilisé est le taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées soit 1,04 % au 31 août 2018.

Le montant des engagements s'élève à 397 028 €.

16.2. Crédit bail :

(En milliers d'Euros)	Terrains et constructions
Redevances payées	
De l'exercice	266
Cumulées	639
Redevances à payer	
A un an au plus	266
A plus d'un an et moins de 5 ans	1 065
A plus de 5 ans	1 200
Total à payer	2 531
Prix résiduel	

La valeur des biens au moment de la signature du contrat en juin 2016 se décompose comme suit :

— Terrain : 527 K€

— Construction : 2 134 K€

Les dotations aux amortissements au titre de l'exercice qui auraient été enregistrées si les biens avaient été acquis sont de 91 K€.

16.3. Cautions données. — Néant.

16.4. Engagements reçus. — Abandons de créances ou subventions accordées avec clause de retour à meilleure fortune : 74 859 K€.

16.5. Engagements donnés. — Néant.

IV. — Affectation du résultat

Résultat de l'exercice	69 789 603,56 €
Majoré du report à nouveau antérieur	56 844 957,35 €
Total à affecter	126 634 560,91 €
Aux comptes suivants :	
Dividendes (2,00 € / action)	38 672 538,00 €
Report à nouveau	87 962 022,91 €
Total affecté	126 634 560,91 €

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la Société Trigano,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Trigano relatifs à l'exercice clos le 31 août 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société, à la fin de cet exercice. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

— Référentiel d'audit : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er septembre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Évaluation des titres de participation et créances rattachées aux participations.

— Risque identifié : Au 31 août 2018, les titres de participation s'élèvent à M€ 340 en valeur nette et les créances rattachées à des participations à M€ 58. Les titres de participation et les créances rattachées sont évalués à leur valeur d'acquisition ou d'apport et ramenés à la valeur recouvrable lorsque celle-ci est inférieure à la valeur nette comptable, tel que décrit dans la note 4.3.3.3 « Immobilisations financières » de l'annexe des comptes annuels. Cette valeur recouvrable est considérée principalement au regard de la valeur des capitaux propres des sociétés concernées, corrigée le cas échéant des plus- ou moins-values latentes, de la capacité bénéficiaire immédiate ou à terme de la filiale et de la valeur d'usage estimée sur la base de la méthode des flux de trésorerie futurs.

L'estimation de la valeur recouvrable de ces titres de participation requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer, éléments qui peuvent donc correspondre selon le cas à des éléments historiques (valeur des capitaux propres), ou à des éléments prévisionnels.

Nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation et des créances rattachées à des participations est un point clé de l'audit en raison de leur importance dans les comptes annuels de la société et du jugement nécessaire à l'appréciation de la valeur recouvrable.

— Notre réponse : Nos travaux ont notamment consisté à :

- examiner les méthodes d'évaluation retenues par la direction pour estimer la valeur recouvrable des titres de participation et des créances rattachées ;
- évaluer, le cas échéant, les hypothèses opérationnelles retenues pour établir les prévisions de flux de trésorerie notamment en les confrontant aux réalisations passées ;
- comparer les données utilisées pour les tests de dépréciation des titres de participation et des créances rattachées avec les données source par entité incluant notamment le montant des capitaux propres à la clôture de l'exercice et les flux de trésorerie futurs.

Nous avons par ailleurs apprécié le caractère approprié des informations présentées dans la note 4.3.3.3 « Immobilisations financières » de l'annexe des comptes annuels.

Vérification du rapport de gestion, des autres documents sur la situation financière et les comptes et des informations relevant du rapport sur le gouvernement d'entreprise adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

— Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise. — Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations. — En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes. — Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société Trigano par votre Assemblée Générale du 8 janvier 2003 pour le cabinet BM&A et du 9 janvier 2006 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 août 2018, le cabinet BM&A était dans la seizième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la treizième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit. — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit. — Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses

significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 14 décembre 2018.

Les Commissaires aux comptes :

BM&A :

Pascal de Rocquigny du Fayel ;

Ernst & Young Audit :

Jean-François Bélorgey.

B. — Comptes consolidés

I. — Compte de résultat consolidé

(En milliers d'Euros)	Note	2017/2018	2016/2017
Chiffre d'affaires		2 314 746	1 706 968
Autres produits de l'activité		14 111	12 161
Variation des stocks de produits finis et d'encours		41 982	37 966
Achats consommés		-1 613 854	-1 207 182
Charges de personnel	4.2.6.4	-314 999	-236 558
Charges externes		-168 975	-136 504
Impôts et taxes		-9 321	-8 640
Amortissements et dépréciations	4.2.6.4	-33 763	-19 708
Résultat opérationnel courant		229 925	148 502
Autres produits opérationnels	4.2.6.4		18 895
Autres charges opérationnelles	4.2.6.4	-1 629	-819
Résultat opérationnel		228 296	166 578
Coût de l'endettement financier net		-3 616	-1 174
Autres produits et charges financiers		-2 897	-7 505
Résultat financier	4.2.6.7	-6 512	-8 679
Charge d'impôt	4.2.6.8	-37 043	-34 394
Quote-part du résultat net des entreprises associées		2 458	3 436
Résultat net		187 199	126 940
Part du groupe		187 410	127 169
Intérêts ne donnant pas le contrôle		-211	-229
Résultat de base par action	4.2.6.9	9,7	6,63
Résultat dilué par action	4.2.6.9	9,7	6,63

II. — État du résultat global consolidé

(En milliers d'Euros)	2017/2018	2016/2017
Écarts actuariels nets d'impôts	-1 122	289
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	-1 122	289
Couvertures de flux de trésorerie nettes d'impôts		51
Écarts de conversion	1 516	-6 391
Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat	1 516	-6 341
Total des éléments du résultat global	393	-6 051
Résultat net	187 199	126 940
Total des produits et charges comptabilisés sur la période	187 593	120 889
Dont part du groupe	187 807	121 118
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	-214	-229

III. — Bilan consolidé
(En milliers d'Euros)

Actif	Note	31/08/2018	31/08/2017
Immobilisations incorporelles	4.2.6.5	52 332	23 314
Écarts d'acquisition	4.2.6.5	252 809	110 797
Immobilisations corporelles	4.2.6.5	245 014	166 777
Participations dans les entreprises associées	4.2.6.2	22 769	20 310
Autres actifs financiers	4.2.6.7	4 555	2 599
Actifs d'impôts différés	4.2.6.8	45 469	31 597
Autres actifs non courants	4.2.6.4	230	59
Total Actifs non courants		623 178	355 453
Stocks et en-cours	4.2.6.4	430 718	322 404
Clients et autres débiteurs	4.2.6.4	234 191	149 418
Créances d'impôt		8 655	7 772
Autres actifs courants	4.2.6.4	85 578	92 918
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.2.6.7	201 425	136 851
Total Actifs courants		960 567	709 364
Actifs non courants destinés à être cédés		4 488	
Total actif		1 588 233	1 064 817

Passif	Note	31/08/2018	31/08/2017
Capital et primes		86 494	86 494
Réserves et résultats consolidés		683 882	504 856
Total Capitaux propres, part du groupe		770 376	591 350
Intérêts ne donnant pas le contrôle		925	419
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	4.2.6.9	771 300	591 769
Passifs financiers non courants	4.2.6.7	231 005	49 400
Provisions à long terme	4.2.6.6	40 383	22 977
Passifs d'impôts différés	4.2.6.8	4 875	5 697
Autres passifs non courants		1 773	1 031
Total Passifs non courants		278 036	79 104
Passifs financiers courants	4.2.6.7	44 384	4 900
Provisions courantes	4.2.6.6	23 672	12 047
Fournisseurs et autres créditeurs	4.2.6.4	348 510	289 101
Dettes d'impôt		25 038	12 276
Autres passifs courants	4.2.6.4	97 293	75 620
Total Passifs courants		538 896	393 943
Total passif		1 588 233	1 064 817

IV. — Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Capitaux propres part du groupe	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
Capitaux propres au 31 août 2016	82 310	4 184	-4 459	407 670	489 705	280	489 985
Opérations sur actions propres (1)			46		46		46
Dividendes versés				-19 151	-19 151		-19 151
Produits et charges directement comptabilisés en Capitaux propres				-6 052	-6 052	1	-6 051
Résultat de la période				127 169	127 169	-229	126 940
Autres mouvements				-367	-367	367	
Capitaux propres au 31 août	82 310	4 184	-4 412	509 268	591 350	420	591 769

2017							
Opérations sur actions propres nettes d'impôt (1)			23 778	-7 238	16 540		16 540
Dividendes versés				-24 897	-24 897	-1	-24 898
Produits et charges directement comptabilisés en Capitaux propres				397	397	-3	394
Résultat de la période				187 410	187 410	-211	187 199
Variations de périmètre						296	296
Autres mouvements				-424	-424	424	
Capitaux propres au 31 août 2018	82 310	4 184	19 365	664 517	770 376	925	771 300
(1) Cession de 154 187 actions en 2017/2018 (cession de 565 actions en 2016/2017)							

V. — Tableau des flux de trésorerie consolidés

(En milliers d'Euros)	Note	31/08/2018	31/08/2017
Résultat net		187 410	127 169
Part des minoritaires dans le résultat		-211	-229
Profits liés à des variations de parts d'intérêt de filiales avec prise de contrôle			-17 811
Ou de participations ne donnant pas le contrôle			
Élimination du résultat net des entreprises associées		-2 458	-3 436
Élimination de la charge (produit) d'impôt	4.2.6.8	37 043	34 394
Élimination des amortissements et provisions		33 979	20 484
Élimination des résultats de cessions d'actifs		157	-1 098
Élimination des charges (produits) d'intérêt nettes		3 563	1 866
Marge brute d'autofinancement		259 483	161 339
Variation du besoin en fonds de roulement	(A)	-51 078	-12 230
Impôts encaissés (payés)		-41 357	-33 249
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		167 048	115 860
Acquisition de filiales nette de trésorerie	(B)	-123 791	-7 635
Acquisition d'immobilisations incorporelles		-1 969	-1 473
Acquisition d'immobilisations corporelles		-52 629	-40 767
Acquisition d'actifs financiers			
Prêts et avances consentis		-2 474	-196
Cession d'immobilisations incorporelles		393	
Cession d'immobilisations corporelles		4 425	2 891
Cession d'actifs financiers			35
Remboursements reçus sur prêts		880	3 829
Dividendes reçus			1 760
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		-175 165	-41 556
Cession (acquisition) nette d'actions propres		23 778	46
Émission d'emprunts		158 370	13 405
Remboursement d'emprunts		-79 296	-14 838
Intérêts versés		-4 583	-2 393
Intérêts encaissés		1 022	528
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		-24 897	-19 151
Rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle		-2 844	-66
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		71 550	-22 469
Incidence de la variation des taux de change		1 172	-4 563
Variation de la trésorerie		64 605	47 272
Trésorerie d'ouverture		136 539	89 267
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.2.6.7	136 851	90 243
Concours bancaires courants	4.2.6.7	-312	-976
Trésorerie de clôture		201 144	136 539
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.2.6.7	201 425	136 851

Concours bancaires courants	4.2.6.7	-281	-312
-----------------------------	---------	------	------

(a) Variation du besoin en fonds de roulement :

(En milliers d'Euros)	2017/2018	2016/2017
Stocks	-53 123	-51 164
Fournisseurs	7 176	55 533
Clients	-30 932	-27 521
Autres	25 801	10 922
Incidence de la variation du BFR	-51 078	-12 230

(b) Acquisition de filiales nette de trésorerie :

(En milliers d'Euros)	2017/2018	2016/2017
Acquisition de filiales nette de trésorerie	-123 791	-7 635
Principaux actifs et passifs intégrés		
Immobilisations	86 738	6 860
BFR	50 754	12 666
Trésorerie	37 538	13 641
Passifs financiers	63 758	
Provisions	17 783	754

VI. — Annexe aux comptes consolidés

Présentation de l'émetteur

Trigano est une société anonyme au capital de 82 310 250 € dont le siège social est sis au 100 rue Petit - Paris 19ème France – immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 722 049 459. Les titres de la Société sont cotés sur Euronext Paris, compartiment A. Trigano est la Société mère d'un groupe européen spécialisé dans la conception, la production et la commercialisation de Véhicules de loisirs et de remorques (ci-après «Trigano» ou «le groupe»).

Les états financiers consolidés de Trigano ont été arrêtés par le Directoire en date du 19 novembre 2018 et examinés par le Conseil de Surveillance en date du 26 novembre 2018. Ils seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 7 janvier 2019.

I. – Principes comptables

1. Référentiel. — En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les états financiers consolidés au 31 août 2018 de Trigano sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne au 31 août 2018.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission Européenne(1), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Interpretations Committee – IFRIC).

(1) <http://ec.europa.eu/internal-market/accounting/ias-fr.htm>

Normes et interprétations applicables à l'exercice ouvert le 1er septembre 2017. — Les révisions de normes, nouvelles normes et interprétations suivantes sont d'application obligatoire pour l'exercice ouvert le 1er septembre 2017 :

— Amendement à IAS 12 – “Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes” ;

— Amendement à IAS 7 – “État des flux de trésorerie” ;

— Amélioration des normes IFRS (cycle 2014-2016). Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence significative sur les résultats et la situation financière du groupe au 31 août 2018.

Les impacts des nouvelles normes applicables à compter de l'exercice ouvert au 1er septembre 2018, en particulier IFRS 9 et IFRS 15 sont en cours d'analyse. Ces nouvelles normes ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes.

1.2. Bases de préparation. — Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, monnaie de présentation du groupe.

Estimations et jugements. — Pour établir ses comptes, Trigano procède à des jugements et des estimations, et fait des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Trigano revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment :

— la dépréciation des créances douteuses et des stocks (cf. 4.2.6.4) ;

— les provisions (cf. 4.2.6.6) ;

— les dépréciations des actifs non courants (dont les écarts d'acquisition) (cf. 4.2.6.5) ;

— les impôts différés (cf. 4.2.6.8) ;

— les actifs et passifs financiers (cf. 4.2.6.7) ;

— les actifs et passifs à la juste valeur des sociétés acquises (cf. 4.2.6.2).

II. – Règles de consolidation et périmètre Règles de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent par intégration globale les comptes des sociétés dont le groupe détient le contrôle directement ou indirectement. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages des activités de celle-ci.

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sont mises en équivalence.

2.1. Regroupement d'entreprises. — La contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les frais directement attribuables à la prise de contrôle sont comptabilisés en « autres charges opérationnelles ».

Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition.

Pour chaque prise de contrôle impliquant une prise de participation inférieure à 100 %, la fraction d'intérêt non acquise (participations ne donnant pas le contrôle) est évaluée :

— soit à sa juste valeur : dans ce cas, un goodwill est comptabilisé pour la part relative aux participations ne donnant pas le contrôle (goodwill complet) ;

— soit à sa quote-part d'actif net identifiable de l'identité acquise : dans ce cas, seul un goodwill au titre de la part acquise est comptabilisé (méthode du goodwill partiel).

L'option choisie pour une transaction ne préjuge pas du choix susceptible d'être fait pour les transactions ultérieures.

En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistré directement en résultat.

Les montants comptabilisés à la date d'acquisition peuvent donner lieu à un ajustement, à condition que celui-ci trouve son origine dans des faits et circonstances antérieurs à la date d'acquisition et nouvellement portés à la connaissance de l'acquéreur. Au-delà de la période d'évaluation (d'une durée maximum de 12 mois après la date de prise de contrôle de l'entité acquise), l'écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'aucun ajustement ; l'acquisition ultérieure d'intérêts ne donnant pas le contrôle ne donne pas lieu à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire.

Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans la contrepartie transférée à leur juste valeur dès la date d'acquisition et quelle que soit leur probabilité de survenance. Durant la période d'évaluation, les ajustements ultérieurs trouvent leur contrepartie en écart d'acquisition lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existants lors de l'acquisition ; à défaut, et au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat, sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres. Dans ce dernier cas, le complément de prix n'est pas réévalué ultérieurement.

Transactions éliminées dans les états financiers. — Les soldes bilantiels, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint sont éliminés à concurrence des parts d'intérêts du groupe dans l'entité. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les produits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives de pertes de valeur.

Date de clôture. — A l'exception de Loisirs Finance, dont la date de clôture est fixée pour des raisons réglementaires au 31 décembre, les sociétés du périmètre consolidé clôturent leurs comptes au 31 août.

Conversion des états financiers des filiales et des transactions libellés en devises. — Les états financiers des sociétés du groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la Société mère sont convertis selon la méthode du cours de clôture :

— les actifs et passifs, y compris l'écart d'acquisition et les ajustements relatifs à la détermination de la juste valeur en consolidation, sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de fin de période ;

— les produits et charges sont convertis en euros au cours de change moyen de la période ;

— les écarts de conversion résultant de la conversion des états financiers libellés en devises étrangères sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les transactions en devises sont converties en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les différences de change qui en résultent sont comptabilisées au compte de résultat en produit ou en perte de change. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours en vigueur à la date de la transaction.

Les taux de conversion des devises employées sur les exercices 2016/2017 et 2017/2018 sont les suivants :

	31/08/2018	31/08/2017
Livre sterling		
Cours de clôture	0,8974	0,9197
Cours moyen	0,8845	0,8679
Zloty polonais		
Cours de clôture	4,2913	4,2582
Cours moyen	4,2524	4,2803
Dinar tunisien		
Cours de clôture	3,2027	2,9219
Cours moyen	3,0106	2,6031
Couronne norvégienne		
Cours de clôture	9,7148	9,279
Cours moyen	9,5467	9,1895
Dinar serbe		
Cours de clôture	118,231	119,0941
Cours moyen	118,4077	122,4367
Franc suisse		
Cours de clôture	1,1281	

Cours moyen	1,1699
Kuna croate	
Cours de clôture	7,438
Cours moyen	7,4178
Couronne danoise	
Cours de clôture	7,4558
Cours moyen	7,4477

2.2. Périmètre de consolidation :
— Liste des sociétés consolidées :

Sociétés	Pays	% D'intérêt	
		31/08/2018	31/08/2017
Sociétés consolidées par intégration globale :			
TRIGANO	France	Société mère	Société mère
ARCA CAMPER	Italie	100	100
ARTS ET BOIS	France	100	100
ATELIER TRIGANO	France	100	100
AUTO-SLEEPERS GROUP	Royaume-Uni	100	100
AUTO-SLEEPERS HOLDING	Royaume-Uni	100	100
AUTO-SLEEPERS INVESTMENTS	Royaume-Uni	100	100
AUTO-SLEEPERS	Royaume-Uni	100	100
AUTO TRAIL VR	Royaume-Uni	100	100
AUTOSTAR	France	97,33	97,33

Sociétés	Pays	% D'intérêt	
		31/08/2018	31/08/2017
Sociétés consolidées par intégration globale :			
BENIMAR-OCARSA	Espagne	100	100
BERKSHIRE MOTORCARAVAN CENTRE	Royaume-Uni	100	100
BRUAND DÉVELOPPEMENT	France	85	80
CAMPING-CARS CHAUSSON	France	100	100
CAMPING-PROFI	Allemagne	100	100
CARAVANES LA MANCELLE	France	100	100
CLAIRVAL	France	100	100
CMC DISTRIBUTION FRANCE	France	100	100
CMC FRANCE	France	100	100
CVC	Italie	100	100
DELWYN ENTERPRISES	Royaume-Uni	100	100
DEUTSCHE REISEMOBIL VERMIETUNGS	Allemagne	100	100
E.T. RIDDIOUGH (SALES)	Royaume-Uni	99	99
ECIM	France	100	100
EURA MOBIL	Allemagne	100	100
EURA MOBIL SERVICE	Allemagne	100	100
EURO ACCESSOIRES	France	100	100
EUROPEAN MOTORHOMES	Allemagne	100	100
EUROP'HOLIDAYS	France	100	100
GAUPEN-HENGER	Norvège	100	100
GAUPEN-HENGER EIENDOM	Norvège	100	100
GROUPE REMORQUES HUBIÈRE	France	100	100
GROVE PRODUCTS (CARAVAN ACCESSORIES)	Royaume-Uni	100	100
HTD PARTICIPATIONS	France	100	100
KARMANN-MOBIL VERTRIEBS	Allemagne	100	100
LE HALL DU CAMPING-CAR	France	85	80
LIDER	France	100	100

LUANO CAMP	Italie	100	100
LUANO VAN	Italie	100	100
MAÎTRE EQUIPEMENT	France	100	100
MARQUIS MOTORHOME	Royaume-Uni	100	100
MARQUIS SOUTH YORKSHIRE	Royaume-Uni	100	100
MÉCADIS	France	100	100
MÉCANOREM	France	100	100
MEDITERRANEO VDL	Espagne	99	99
MISTERCAMP	France	100	100
NOTIN	France	85	80
OCS RECREATIE GROOTHANDEL	Pays-Bas	100	100
OUEST VDL	France	100	100
PÉRIGORD VDL	France	100	100
PLSA	France	100	100
POLYTEX	Tunisie	99,94	99,94
REMORQUES HUBIÈRE	France	100	100
RÉSIDENCES TRIGANO	France	100	100
RIVIERA FRANCE	France	100	100
RULQUIN	France	100	100
S.C.I. CMC	France	100	100
S.C.I. de l'Amiral Lebreton	France	96,5	96,5
S.C.I. du Colonel Petit	France	85	85
S.C.I. du Haut Éclair	France	100	100
S.C.I. du Président Arnaud	France	90	90

Sociétés	Pays	31/08/2018	31/08/2017
S.C.I. du Professeur Parmentier	France	90	90
S.C.I. Duchesse de Mirabel	France	95	95
SEA ESPANA	Espagne	100	100
SEA	Italie	100	100
SORELPOL	Pologne	100	100
SOUTH CROSS MOTOR CARAVAN CENTRE	Royaume-Uni	100	100
SURREY MOTOR CARAVAN CENTRE	Royaume-Uni	100	100
TECHWOOD	France	99,9	99,9
TRIGANO BV	Pays-Bas	100	100
TRIGANO Deutschland gmbh et Co. KG	Allemagne	100	100
TRIGANO Deutschland Verwaltungs	Allemagne	100	100
TRIGANO gmbh	Allemagne	100	100
TRIGANO jardin	France	100	100
TRIGANO MDC	France	100	100
TRIGANO Prikolice	Serbie	100	100
TRIGANO remorques	France	100	100
TRIGANO Spa	Italie	100	100
TRIGANO Service	France	100	100
TRIGANO Van	Italie	100	100
TRIGANO VDL	France	100	100
Trois Soleils	France	100	100

— Sociétés consolidées par mise en équivalence :

Loisirs finance (1)	France	49	49
---------------------	--------	----	----

— Sociétés sorties du périmètre en 2018 : Néant

— Sociétés entrées dans le périmètre en 2018 :

Sociétés	Pays	31/08/2018	31/08/2017
Adria Benelux	Pays-Bas	99	
Adria Caravans Aps	Danemark	99	
Adria concessionnaires	Royaume-Uni	99	
Adria Distribution Spain	Espagne	99	
Adria Dom	Slovénie	99	
Adria Mobil	Slovénie	99	
Adria Mobil Gmbh	Suisse	99	
Adria More	Croatie	99	
Adria Plus	Slovénie	99	
Adria Star	Croatie	99	
Amh (2)	Slovénie	100	
Domerium	Espagne	99	
Loisir Iberica	Espagne	100	
Michael Jordan Caravans	Royaume-Uni	100	
Podgorje	Slovénie	98,52	
Protej	Slovénie	100	

(1) *Loisirs Finance est détenue à hauteur de 51 % par la société BNP PARIBAS Personal Finance, qui en détient le contrôle au regard d'IFRS 10. Par voie de conséquence, Trigano n'ayant qu'une influence notable, la société est mise en équivalence dans les comptes de Trigano.*

(2) *Société absorbée par Adria Mobil au cours de l'exercice*

2.3. Évolution du périmètre de consolidation depuis le 1er septembre 2017 :

— Adria :

Trigano a pris le contrôle du groupe Adria, constructeur de Véhicules de loisirs, le 22 septembre 2017 en achetant 84,1 % des actions (représentant 85 % des droits de vote, compte tenu d'une boucle d'auto-contrôle de 0,9 %) de la société Protej. Le contrat liant Trigano aux actionnaires minoritaires prévoit l'acquisition par Trigano de la totalité des actions restantes d'ici 2025. Compte tenu des caractéristiques du contrat, Trigano a estimé avoir acquis 100 % de Protej au 22 septembre 2017 avec la constatation d'une dette financière pour la partie différée du paiement. Cette dette a été évaluée sur la base d'un prix d'exercice convenu contractuellement. Elle est susceptible de varier en fonction des résultats et de l'endettement futur de la Société. Les comptes du groupe Adria ont été intégrés à compter du premier octobre 2017. Compte tenu de la proximité de la date d'acquisition de Protej avec la date d'ouverture de l'exercice, l'intégration de cette société au 1er septembre 2017 n'aurait pas changé de façon significative le résultat de l'entreprise.

A la date de la prise de contrôle, la juste valeur attribuée aux actifs et passifs identifiables de Protej se résume ainsi :

(En milliers d'Euros)	Juste valeur à la date de 1ère consolidation
En milliers d'euros	
Immobilisations corporelles et incorporelles	78 677
Autres actifs non courants	12 375
Stocks	50 893
Créances clients	53 850
Autres actifs courants	7 805
Trésorerie et équivalents de trésorerie	37 650
Provisions	-17 321
Fournisseurs	-50 987
Passifs financiers	-67 063
Autres dettes	-12 375
Intérêts ne donnant pas le contrôle	-272
Actifs et passifs identifiables, nets (A)	93 232
Juste valeur de la contrepartie transférée pour la prise de contrôle de Protej (B)	232 572
Écart d'acquisition (B-A)	139 340

L'écart d'acquisition dégagé s'élève ainsi à 139,3 M€. Ce montant est justifié par la qualité de l'entreprise ainsi que par l'importance des synergies dégagées par cette acquisition. La juste valeur des actifs et passifs identifiables intègre principalement une évaluation de la marque Adria pour 28,3 M€. Les frais d'acquisition liés à cette transaction et enregistrés en charge sur la période se sont élevés à 1,6 M€ (cf. 4.2.6.4). Les contributions au chiffre d'affaires et au résultat net sur la période ont été de 407,9 M€ et 59,2 M€.

— Michael Jordan Caravans :

Trigano a acquis le 4 septembre 2017 la société Michael Jordan Caravans (MJC), distributeur britannique de caravanes et de camping-cars.

A la date de la prise de contrôle, la juste valeur attribuée aux actifs et passifs identifiables de MJC se résume ainsi :

(En milliers de GBP)	Juste valeur au
----------------------	-----------------

	04/09/2017
Actifs non courants	2 150
Stocks	3 155
Autres actifs courants	164
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 945
Fournisseurs	-2 056
Actifs et passifs identifiables, nets (A)	6 358
Juste valeur de la contrepartie transférée pour la prise de contrôle de MJC (B)	8 072
Écart d'acquisition (B-A)	1 714

L'écart d'acquisition dégagé s'élève ainsi au 4 septembre 2017 à 1,7 M€ soit 1,9 M€.

2.4. Participations dans les entreprises associées et co-entreprises. — Trigano consolide par mise en équivalence les sociétés dans lesquelles elle exerce une influence notable. Suite à la prise de contrôle d'Auto- Sleepers Investments le 3 janvier 2017, seuls les titres de Loisirs Finance sont mis en équivalence au 31/08/2017 et au 31/08/2018. Le résultat des sociétés mis en équivalence comprend donc uniquement 49 % du résultat de Loisirs Finance cette année, alors qu'il intégrait également en 2016/2017, 49,99 % du résultat d'Auto-Sleepers Investments jusqu'au 03/01/2017.

Les principes et méthodes comptables des entités concernées sont conformes aux IFRS et homogènes avec ceux du groupe.

Loisirs Finance est un établissement financier dont l'activité est le crédit aux particuliers sur le lieu de vente pour l'acquisition de camping-cars et de caravanes. La Société finance également des flottes de résidences mobiles acquises par des professionnels de l'hôtellerie de plein air ainsi que des stocks de camping-cars et de caravanes des distributeurs de Véhicules de loisirs.

Informations financières résumées - Loisirs Finance :

En milliers d'euros et pour la totalité de l'entité	2017/2018	2016/2017
Produit net bancaire	10 348	9 624
Résultat net	5 017	4 406
Capitaux propres	46 467	41 450
Total bilan	867 910	887 794

(En milliers d'Euros)	2017/2018	2016/2017
% D'intérêts détenus	49,00 %	49,00 %
Quote-part d'actif net détenue	22 769	20 310
Valeur des titres mis en équivalence	22 769	20 310

L'évolution du poste «participations dans les entreprises associées et co-entreprises» s'analyse ainsi :

(En milliers d'Euros)	Loisirs Finance	Auto-Sleepers Investment	Total
31/08/2016	18 151	8 553	26 704
Quote-part de résultat de l'exercice	2 159	1 276	3 435
Dividendes		-1 760	-1 760
Écarts de conversion		109	109
Effet du changement de méthode de consolidation		-8 178	-8 178
31/08/2017	20 310	0	20 310
Quote-part de résultat de l'exercice	2 459		2 459
Dividendes			
Écarts de conversion			
Effet du changement de méthode de consolidation			
31/08/2018	22 769	0	22 769

2.5. Informations sur les transactions avec les parties liées :

2.5.1. Transactions avec certains actionnaires : Au 31/08/2018, M. François Feuillet et Mme Marie- Hélène Feuillet détiennent 57,8% des titres de la Société, comme au 31 août 2017. Ils n'ont réalisé aucune opération avec Trigano en dehors de celles liées aux fonctions de direction qu'ils exercent dans le groupe.

2.5.2. Rémunérations des mandataires sociaux :

(En milliers d'Euros)	2017/2018	2016/2017
Salaires	1 541	1 458
Charges sociales	648	620

Jetons de présence	835	808
Paievements en actions		
Autres avantages	18	18
Total	3 042	2 904

2.5.3. Transactions avec les filiales. — Trigano réalise à titre onéreux pour le compte de ses filiales les prestations suivantes :

- Mise en place d'avances financières et de prêts ;
- Location d'immeubles ;
- Prestations de services administratifs et informatiques ;
- Mise à disposition de marques commerciales ;
- Négociation centralisée de certains achats.

La facturation de ces prestations est effectuée à des conditions normales. La totalité des flux correspondants est éliminée en consolidation. Par ailleurs, compte tenu du fort pourcentage de détention par Trigano des titres de ses filiales, l'impact de ces opérations sur la répartition des résultats entre le groupe et les minoritaires est négligeable.

2.5.4. Transactions avec les entreprises associées.

— Loisirs Finance : Sur l'exercice 2017/2018, Trigano a cédé à cette filiale des créances pour un montant total de 256,6 M€ (204,6 M€ au 31/08/2017). Au 31/08/2018, l'encours de créances cédées est de 93,3 M€ (75,6 M€ au 31/08/2017).

III. – Information sectorielle

L'information sectorielle reflète la vue du principal décideur opérationnel (Direction Générale de Trigano) et est établie sur la base du reporting interne. Les informations du reporting interne sont préparées en conformité avec les principes comptables suivis par le groupe.

Les secteurs opérationnels du groupe sont « Véhicules de loisirs » et « Équipement des loisirs ».

La Direction Générale de Trigano évalue la performance des secteurs « Véhicules de loisirs » et « Équipement des loisirs » sur la base du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant. Les actifs et passifs ne faisant pas l'objet d'une information spécifique auprès de la Direction Générale, ils ne sont pas présentés dans le cadre de l'information sectorielle.

(En milliers d'Euros)	2017/2018		
	Véhicules de loisirs	Équipement des loisirs	Total consolidé
Chiffre d'affaires (1)	2 125 908	188 839	2 314 746
Résultat opérationnel courant sectoriel	219 124	10 801	229 925
% Du chiffre d'affaires	10,30 %	5,70 %	9,90 %
Résultat opérationnel sectoriel	217 505	10 792	228 296
Quote-part de résultat des entreprises associées	2 458		2 458
(1) Dont 699 826 milliers d'euros réalisés en France			

(En milliers d'Euros)	2016/2017		
	Véhicules de loisirs	Équipement des loisirs	Total consolidé
Chiffre d'affaires (1)	1 529 548	177 420	1 706 968
Résultat opérationnel courant sectoriel	135 009	13 493	148 502
% Du chiffre d'affaires	8,80 %	7,60 %	8,70 %
Résultat opérationnel sectoriel	153 141	13 437	166 578
Quote-part de résultat des entreprises associées	3 436		3 436
(1) Dont 662 447 milliers d'euros réalisés en France			

IV. – Données opérationnelles

4.1. Chiffre d'affaires et enregistrement des marges. — Le chiffre d'affaires et la marge correspondante sont reconnus lors du transfert des risques et avantages des biens vendus ou des services rendus. Pour les ventes de Véhicules de loisirs, ce transfert intervient généralement lors de la mise à disposition des véhicules sur les parcs usines. Les ventes sont comptabilisées pour leur montant net de remises éventuelles, de participations publicitaires et d'escompte pour paiement anticipé.

4.2. Prêts et créances clients. — Il s'agit des actifs financiers, émis ou acquis par Trigano qui sont la contrepartie d'une remise directe de trésorerie, de biens ou de services à un débiteur. Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et créances à long terme de montants significatifs non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont actualisés. Les dépréciations éventuelles sont enregistrées en résultat.

Les créances clients sont maintenues à l'actif du bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés n'est pas transféré à un tiers. Les créances sont initialement comptabilisées à leur juste valeur qui correspond en général à leur valeur nominale. Les créances cédées avec recours dans le cadre de programmes de financement des stocks des distributeurs de Véhicules de loisirs ainsi que les effets escomptés non échus sont réintégrés à l'actif dans le poste « clients et autres débiteurs » et au passif dans le poste « passifs financiers courants » lorsque les critères de déconsolidation ne sont pas remplis.

Une provision pour dépréciation individualisée est comptabilisée lorsque des événements font douter du recouvrement d'une créance (mise en redressement ou liquidation judiciaire, impayés nombreux...). Cette provision tient compte, le cas échéant, des garanties obtenues.

Un actif financier est décomptabilisé dans les deux cas suivants :

- les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif ont expiré ;
- les droits contractuels ont été transférés à un tiers et ce transfert répond à certaines conditions :

- si Trigano a transféré la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif est décomptabilisé pour sa totalité ;
- si Trigano a conservé la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif reste comptabilisé au bilan pour sa totalité.

Les créances clients courantes et autres débiteurs se décomposent de la manière suivante :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018	31/08/2017
Avances et acomptes versés	2 728	1 746
Clients - part < 1 an	244 139	159 569
Montant brut	246 867	161 314
Dépréciation	-12 676	-11 896
Montant net	234 191	149 418

Les autres actifs non courants comprennent principalement les créances clients non courantes et se décomposent de la manière suivante :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018	31/08/2017
Clients et comptes rattachés - part > 1 an	641	521
Autres créances - part > 1 an	71	6
Montant brut	712	527
Dépréciation	-482	-468
Montant net	230	59

Les créances clients prises dans leur ensemble s'analysent comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018	31/08/2017
Clients - part > 1 an	641	521
Clients - part < 1 an	244 139	159 569
Montant brut	244 780	160 090
Dépréciation - part > 1 an	-482	-468
Dépréciation - part < 1 an	-12 676	-11 896
Dépréciation	-13 158	-12 363
Montant net	231 621	147 727

L'antériorité des créances clients à la date de clôture s'analyse comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018	31/08/2017
Créances échues non dépréciées	58 661	31 203
Dont entre 0 et 30 jours	27 001	11 185
Dont entre 31 et 90 jours	19 334	10 186
Dont entre 91 et 180 jours	7 531	7 037
Dont plus de 180 jours	4 794	2 795
Créances non échues et non dépréciées	172 198	114 540
Créances dépréciées	13 835	14 347
Total des créances clients en valeur brute	244 780	160 090

L'évolution de la dépréciation des créances clients s'analyse ainsi :

(En milliers d'Euros)	
Dépréciation clients au 31/08/2016	-12 427
Variation de périmètre	-45
Dotations	-1 001
Reprises pour utilisations	979
Reprises de reliquats non consommés	131
Dépréciation clients au 31/08/2017	-12 363
Variation de périmètre	-740
Dotations	-935
Reprises pour utilisations	708
Reprises de reliquats non consommés	172
Dépréciation clients au 31/08/2018	-13 158

4.3. Stocks et en-cours. — Les stocks et en-cours sont évalués au coût de revient, selon la méthode du FIFO - premier entré, premier sorti, ou à la valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. Le coût de revient s'entend net de remises éventuelles et d'escompte pour paiement anticipé. La quote-part de charges liée à la sous-activité est exclue de la valeur des stocks. Les véhicules destinés à la location sont enregistrés en stock si leur durée d'utilisation prévisionnelle pour cette activité est inférieure à un an. Dans le cas contraire, ils sont enregistrés en immobilisations corporelles. Les matières premières et composants inactifs sont dépréciés en fonction de leur degré de vétusté et de leur possibilité de vente ou de réutilisation dans les fabrications futures. Les produits finis, marchandises et pièces détachées font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur réalisable est inférieure à leur coût de revient.

Les stocks et en-cours se décomposent comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018	31/08/2017
Matières premières	142 344	126 293
En-cours	37 423	19 396
Marchandises	73 943	62 410
Produits finis	190 409	126 404
Montant brut	444 119	334 503
Dépréciation	-13 401	-12 099
Montant net	430 718	322 404

4.4. Fournisseurs et autres créiteurs :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018	31/08/2017
Dettes fournisseurs d'exploitation	346 054	285 311
Dettes fournisseurs d'immobilisations	2 456	3 790
Total	348 510	289 101

4.5. Autres actifs et autres passifs courants et non courants :

— Autres actifs courants :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018	31/08/2017
Personnel	984	464
État, autres collectivités territoriales et organismes sociaux	17 659	14 348
Charges constatées d'avance	11 525	8 466
Autres actifs	55 431	69 707
Montant brut	85 599	92 985
Dépréciation	-20	-66
Montant net	85 578	92 918

— Autres passifs courants :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018	31/08/2017
Avances et acomptes reçus	9 794	6 109
Dettes sociales	48 916	37 670
Dettes fiscales	16 953	16 026
Autres passifs	21 630	15 814
Total	97 293	75 620

— Autres passifs non courants :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018	31/08/2017
Produits constatés d'avance - part > 1 an	1 607	1 028
Autres	166	2
Total	1 773	1 031

4.6. Amortissements et dépréciations :

(En milliers d'Euros)	2017/2018	2016/2017
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	-22 805	-15 643
Reprises sur amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles		60
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles en location	-685	-685
Financement		
Dotations aux amortissements	-23 490	-16 268
Dotations aux dépréciations sur actifs circulants	-9 293	-7 996
Reprises de dépréciations sur actifs circulants	9 156	8 433
Dotations aux provisions pour risques et charges	-31 064	-15 766
Reprises de provisions pour risques et charges	20 927	11 888
Dotations aux provisions nettes des reprises	-10 273	-3 440
Total	-33 763	-19 708

4.7. Autres produits et charges opérationnels. — Cette rubrique enregistre les effets des événements intervenus pendant la période comptable, qui sont de nature à fausser la lecture de la performance de l'activité récurrente de l'entreprise.

(En milliers d'Euros)	2017/2018	2016/2017
Résultat de cessions d'actifs		1 084
Plus-value liée à la réévaluation de titres dans le cadre d'une prise de contrôle		17 811
Autres produits opérationnels		18 895
Impact des restructurations		-116
Frais d'acquisition des titres (1)	-1 572	-704
Résultat de cessions d'actifs	-57	
Autres charges opérationnelles	-1 629	-819
Total	-1 629	18 076

(1) Cf. 4.2.6.2 Évolution du périmètre.

4.8. Données relatives au personnel :

— Charges de personnel :

(En milliers d'Euros)	2017/2018	2016/2017
Salaires et traitements	-212 349	-151 956
Charges sociales	-59 299	-46 109
Personnel extérieur	-32 192	-31 800
Autres avantages	-11 159	-6 693
Total	-314 999	-236 558

— Effectifs :

Effectif moyen	2017/2018	2016/2017
Dirigeants	115	81
Cadres	471	365
Employés	2 127	1 210
Ouvriers	6 198	4 378
Total	8 911	6 034

4.8.3. Avantages au personnel. — Le groupe participe dans les pays où il est implanté aux régimes légaux accordant des avantages aux salariés. Il s'agit principalement des indemnités dues aux membres du personnel en cas de départ à la retraite (France ou Slovénie notamment) ou quelle qu'en soit la cause (TFR en Italie). En application de la norme IAS 19, ces engagements envers le personnel sont enregistrés au passif du bilan dans les postes de provisions. Ils sont évalués sur la base de calculs actuariels intégrant des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et d'inflation. Le groupe revoit périodiquement l'évaluation de ses engagements de retraite. Les effets des changements d'hypothèses actuarielles et des différences entre les hypothèses utilisées et les données réelles constatées sont évalués.

Le groupe reconnaît en autres éléments du résultat global la totalité des gains et pertes actuariels.

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour le calcul des provisions de départ à la retraite en France sont les suivantes :

— Taux de rotation du personnel : selon l'historique de l'entité ;

— Table de mortalité : table statistique communément admise ;

— Taux attendu d'augmentation de salaires : selon statistiques de l'entité ;

— Taux d'actualisation : taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées (1,04 % au 31/08/2018 ; 1,15 % au 31/08/2017) ;

— Age de départ à la retraite : 65 ans, à l'initiative du salarié.

Pour ces provisions, une variation de +/- 25 points de base sur le taux d'actualisation aurait pour impact une variation de l'engagement de respectivement -3,5 % et +3,2 %.

Les provisions pour indemnités de fin de contrat sont présentées dans la partie 4.2.6.6.

4.8.4. Paiement en actions. — Il n'existe aucun plan d'options de souscription d'actions en cours de validité.

V. – Immobilisations

5.1. Immobilisations incorporelles :

5.1.1. Écarts d'acquisition. — Les écarts d'acquisition affectés aux groupes d'unités génératrices de trésorerie « Véhicules de loisirs » et Remorques (composante principale de l'activité « Équipement des loisirs ») ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment en cas d'indices de pertes de valeur. Les modalités des tests de dépréciation retenues par le groupe sont décrites au paragraphe « Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé ».

5.1.1.1. Répartition par activité :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018			31/08/2017		
	Brut	Dép.	Net	Brut	Dép.	Net
Véhicules de loisirs	235 864	-4 132	231 731	93 681	-4 132	89 549
Équipement des loisirs (1)	21 078		21 078	21 248		21 248
Total	256 941	-4 132	252 809	114 929	-4 132	110 797
(1) Dont Remorques 20 960 milliers d'euros au 31/08/2018 (21 131 milliers d'euros au 31/08/2017)						

5.1.1.2. Variation de la valeur nette comptable :

(En milliers d'Euros)	
Au 31/08/2016, valeur nette cumulée	73 444
Écarts d'acquisition constatés dans l'exercice (1)	40 493
Pertes de valeur de l'exercice	
Effet des variations de change	-3 140
Au 31/08/2017, valeur nette cumulée	110 797
Écarts d'acquisition constatés dans l'exercice (2)	141 250
Pertes de valeur de l'exercice	
Effet des variations de change	762
Au 31/08/2018, valeur nette cumulée	252 809
(1) Trigano a déterminé au 31/08/2017 l'écart d'acquisition d'Auto-Sleepers Investments à 37,1 million d'euros et celui de Remorques Hubière à 3,4 million d'euros	
(2) Trigano a déterminé de manière définitive au 31/08/2018, conformément à IFRS 3, l'écart d'acquisition de Protej à 139,3 million d'euros et celui de Michael Jordan Caravans à 1,9 million d'euros (Cf. Évolution du périmètre de consolidation).	

5.1.2. Autres immobilisations incorporelles. — Les actifs incorporels acquis séparément par Trigano sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et ceux acquis par voie de regroupement d'entreprises à leur juste valeur. Ils sont principalement constitués de logiciels acquis, de coûts de développement des logiciels utilisés en interne, de procédés, marques et brevets. Les autres immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue pour chaque catégorie de biens.

Les coûts de développement sont capitalisés dès lors que la faisabilité technique, les perspectives de vente et la fiabilité de l'évaluation sont assurées. Ils sont amortis sur 5 ans.

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018			31/08/2017		
	Brut	Amort. ou Provisions	Net	Brut	Amort. ou Provisions	Net
Concessions brevets, marques et droits	57 324	-9 424	47 900	28 057	-8 523	19 533
Similaires						
Frais de recherche et développement	1 343	-1 140	203	1 272	-1 023	249
Autres immobilisations incorporelles	11 777	-7 549	4 228	9 140	-5 607	3 532
Total	70 444	-18 112	52 332	38 468	-15 154	23 314

Les variations des immobilisations incorporelles sur les exercices 2017 et 2018 sont analysées ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	Brut	Amortissements	Net
Au 31/08/2016	32 789	-13 688	19 101
Variations du périmètre (1)	4 405	-73	
Acquisitions de l'exercice	1 473		
Sorties de l'exercice	-185	151	
Écarts de conversion	-14	18	
Dotations de l'exercice		-1 563	
Au 31/08/2017	38 468	-15 154	23 314
Variations du périmètre	30 276	-1 483	
Acquisitions de l'exercice	1 969		
Sorties de l'exercice	-367	212	
Écarts de conversion	98		
Dotations de l'exercice		-1 686	
Au 31/08/2018	70 444	-18 112	52 332

(1) Conformément à IFRS 3 révisée et dans le cadre de l'analyse finale de la juste valeur des actifs et passifs acquis d'ASI, les marques Auto-Sleepers et Marquis ont été reconnues pour 4,3 M€ au 01/01/2017.

5.2. Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production et celles acquises par voie de regroupements d'entreprises à leur juste valeur.

Les frais d'acquisition d'immobilisations sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations pour leur montant avant impôt.

Les composants d'une immobilisation sont comptabilisés séparément lorsque leurs durées d'utilisation sont significativement différentes. Les terrains ne sont pas amortis. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée du bien en tenant compte de sa valeur résiduelle. Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Aménagements des terrains	10 à 20 ans
Constructions gros œuvre	30 à 50 ans
Constructions agencements	15 à 20 ans
Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 à 30 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	4 ans
Mobilier de bureau	10 ans

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018			31/08/2017		
	Brut	Amortissements	Net	Brut	Amortissements	Net
Terrains et agencements	52 406	-3 135	49 271	28 090	-1 775	26 315
Constructions	183 219	-79 266	103 953	130 310	-56 965	73 345
Installations techniques, matériels et Outillages industriels	165 191	-111 894	53 297	126 473	-86 631	39 842
Autres immobilisations corporelles	67 853	-44 548	23 306	46 804	-33 818	12 985
Immobilisations en cours	15 187		15 187	14 289		14 289
Total	483 857	-238 843	245 014	345 966	-179 190	166 777

Les variations des immobilisations corporelles sur les exercices 2017 et 2018 sont analysées ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	Brut	Amortissements	Net
Au 31/08/2016	302 170	-165 891	136 279
Variation du périmètre	13 618	-6 977	
Acquisitions de l'exercice (1)	41 818		
Sorties de l'exercice	-9 938	7 362	
Écarts de conversion	-1 702	1 022	
Dotations de l'exercice		-14 706	
Au 31/08/2017	345 966	-179 190	166 776
Variation du périmètre	99 102	-46 825	
Acquisitions de l'exercice (1)	51 296		
Sorties de l'exercice	-12 639	9 085	
Écarts de conversion	132	-109	
Dotations de l'exercice		-21 804	
Au 31/08/2018	483 857	-238 844	245 014
(1) Dont location financement : 0 milliers d'euros en 2017/2018 ; 0 milliers d'euros en 2016/2017			

5.3. Contrats de location. — Les biens financés dans le cadre de contrats de location-financement sont inscrits, dès le commencement du contrat en immobilisations corporelles, au plus bas de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux à venir au titre de la location. Les contrats de location sont traités comme des contrats de location- financement dès lors qu'ils transfèrent au preneur la majeure partie des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués, que la propriété des biens soit ou non transférée en fin de contrat. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges jusqu'à l'échéance du contrat.

Le montant des contrats de location - financement capitalisés en immobilisations corporelles se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018			31/08/2017		
	Brut	Amortissements	Net	Brut	Amortissements	Net
Terrains et agencements	2 198		2 198	2 198		2 198
Constructions	25 041	-13 609	11 432	25 041	-12 930	12 111
Installations techniques, matériels	1 346	-1 346		1 346	-1 346	
Et outillages industriels						
Autres immobilisations corporelles	1 246	-1 035	211	1 246	-1 035	211
Total	29 832	-15 990	13 841	29 832	-15 311	14 520

5.4. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé :

5.4.1. Principes. — En dehors des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, affectés à chacune des UGT ou à chacun des groupes d'UGT qui font l'objet de tests annuels systématiques de dépréciation, la valeur recouvrable d'un actif est estimée chaque fois qu'il existe un indice montrant que cet actif a pu perdre de sa valeur.

— Unités Génératrices de Trésorerie : Les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) constituent des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. Trigano a défini l'UGT comme étant la business unit, correspondant, généralement au sein du groupe, à une entité juridique.

— Test de dépréciation : Les tests de dépréciation consistent à s'assurer que la valeur nette comptable est au moins égale à la plus élevée de la juste valeur, diminuée des coûts de vente et de la valeur d'utilité. La juste valeur diminuée des coûts de sortie est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation continue d'un actif à laquelle s'ajoute une valeur terminale. La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie estimés sur la base des plans ou budgets établis sur 5 ans maximum, les flux étant au-delà extrapolés par application d'un taux de croissance constant ou décroissant, et actualisés en retenant les taux du marché à long terme après impôt qui reflètent les estimations du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs. La valeur terminale est calculée à partir de la capitalisation à l'infini d'un flux annuel normatif basé sur le flux de trésorerie issu de la dernière année des prévisions.

En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en résultat opérationnel. Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes. Une perte de valeur comptabilisée sur un écart d'acquisition n'est jamais reprise.

Pour les besoins de réalisation des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie selon la méthodologie décrite précédemment.

5.4.2. Tests de dépréciation au 31/08/2018. — Les tests de dépréciation ont été réalisés en date du 31 août 2018, pour chacun des groupes d'UGT concernés (VDL et Remorques). La valeur recouvrable des actifs non courants a été déterminée à partir de la valeur d'utilité calculée en utilisant les flux de trésorerie prévisionnels après impôt sur une période de cinq ans. Ces flux intègrent les dernières prévisions budgétaires des entités concernées, en particulier les évolutions de vente et de parts de marché par pays ainsi que les dernières prévisions d'évolution de prix de revient. Les prévisions budgétaires servant de base au plan d'affaires sont établies à partir des données historiques.

Les principales hypothèses retenues par Trigano sont :

— Taux de croissance à l'infini utilisé : 1,5 % (sans changement par rapport à 2017) ;

— Taux d'actualisation après impôt retenu : 7,0 % (7,0 % en 2017).

La valeur terminale est calculée à partir du dernier flux de trésorerie normalisé et du taux de croissance à l'infini. Ces tests ont permis de valider la valeur dans les comptes des actifs non courants.

Une variation à la hausse de 1 % du taux d'actualisation, le décalage d'un an de la croissance des ventes, la variation à la baisse de 0,5 % de l'EBITDA du flux normatif ou la réduction du taux de croissance à l'infini à 1% n'entraîneraient pas de nécessité de déprécier les actifs non courants de chacun de ces groupes d'UGT.

VI. – Autres provisions et passifs éventuels

6.1. Provision pour garantie. — La provision correspond au coût potentiel engendré par les garanties contractuelles données aux clients. Elle est établie en fonction des données statistiques recueillies par type de produits. Les périodes couvertes varient en fonction des conditions contractuelles et légales.

Les dépenses prises en compte correspondent aux coûts directs internes et externes calculés sur la base des derniers prix connus. Compte tenu de la faiblesse de l'impact sur les comptes, les flux futurs ne sont ni inflatés ni actualisés. Le montant des décaissements futurs est enregistré en fonction de l'échéance prévue en provisions à long terme ou en provisions courantes.

6.2. Autres provisions. — Une provision est comptabilisée lorsque l'extinction d'une obligation résultant d'un événement passé doit se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour un montant pouvant être estimé de manière fiable. Une provision pour restructuration n'est comptabilisée que dès lors qu'il y a une obligation implicite vis-à-vis de tiers, ayant pour origine une décision de la Direction matérialisée avant la date de clôture par l'existence d'un plan détaillé et formalisé et l'annonce de ce plan aux personnes concernées.

Les évolutions des provisions courantes et à long terme sur l'exercice 2017/2018 sont les suivantes :

— Provisions courantes (part < 1 an) :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	Dotations	Utilisations	Reprises	Reclassements	Écarts de conversion	Variation de périmètre	31/08/2018
Provisions pour garantie	10 823	15 616	-9 199		-86	14	4 423	21 591
Provisions pour litiges et risques divers	974	1 901	-1 154	75			10	1 806
Provisions pour fin de contrat	250	51	-26					275
Total	12 047	17 568	-10 379	75	-86	14	4 434	23 672

— Provisions à long terme (part > 1 an) :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	Dotations	Utilisations	Reprises	Reclassements	Écarts actuariels	Écarts de conversion	Variation de périmètre	31/08/2018
Provisions pour garantie	10 663	14 358	-8 091	-3 195	86		37	8 050	21 908
Provisions pour litiges et risques divers	1 078	184	-459	-58				1 489	2 235
Provisions pour fin de contrat (1)	11 237	1 511	-1 003			1 149	0	3 347	16 240
Total	22 977	16 053	-9 554	-3 253	86	1 149	37	12 887	40 383

(1) Dont effet d'actualisation : 85 K€ au 31/08/2018 ; 95 K€ au 31/08/2017.

Les provisions pour litiges et risques divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale, commerciale ou fiscale.

6.3. Passifs éventuels. — Aucune action significative n'est en-cours à l'encontre de Trigano au 31 août 2018.

VII. – Financements et instruments financiers

7.1. Actifs et passifs financiers :

7.1.1. Actifs financiers. — Les actifs financiers sont composés des prêts et créances, des actifs disponibles à la vente et d'actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat. Le groupe n'a pas d'actifs détenus jusqu'à l'échéance et dispose d'un montant non significatif d'actifs disponibles à la vente. Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat représentent les actifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire les actifs acquis par l'entreprise dans l'objectif de les céder à court terme. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les autres actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur du prix payé, augmentée des coûts d'acquisition. Les acquisitions et cessions d'actifs financiers sont enregistrées à leur date de règlement.

— Autres actifs financiers :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018	31/08/2017
Prêts	2 763	1 982
Dépôts et cautionnements versés	389	848
Autres	1 944	333
Montant brut	5 096	3 163
Dépréciation	-292	-311
Actualisation	-249	-252
Montant net	4 555	2 599

— Trésorerie et équivalents de trésorerie : La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme facilement convertibles en un montant connu et présentant un risque négligeable de changement de valeur.

(En milliers d'Euros)	31/08/2018	31/08/2017
Équivalents de trésorerie	2 355	1 400
Disponibilités	199 070	135 451
Total	201 425	136 851

7.1.2. Passifs financiers. — Les passifs financiers sont classés en deux catégories et comprennent :

- des passifs financiers au coût amorti ;
- des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le compte de résultat.

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti. — Les emprunts et autres passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais et primes d'émission et les primes de remboursement font partie du coût amorti des emprunts et dettes financières. Ils sont présentés en diminution ou en augmentation des emprunts, selon le cas, et ils sont amortis de manière actuarielle.

Passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat. — Ils représentent les passifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire les passifs qui répondent à une intention de réalisation à court terme. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées par le compte de résultat. Ils comprennent également les dettes de différé de paiement sur acquisitions.

Dérivés et comptabilité de couverture. — Tous les instruments dérivés figurent au bilan à leur juste valeur et toute variation de leur juste valeur est comptabilisée en résultat.

Le groupe utilise la possibilité offerte par la norme IAS 39 d'appliquer la comptabilité de couverture : – en cas de couverture de juste valeur, la dette est comptabilisée pour sa juste valeur à hauteur du risque couvert et toute variation de juste valeur est inscrite en résultat. Les variations de la juste valeur des dérivés sont également inscrites en résultat. Si la couverture est totalement efficace, les deux effets se neutralisent parfaitement ;

- en cas de couverture de flux de trésorerie futurs, la variation de la juste valeur du dérivé est inscrite nette d'impôt en capitaux propres pour la partie efficace et en résultat pour la partie inefficace.

La comptabilité de couverture s'applique si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à sa date de mise en place ;
- l'efficacité de la couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

Lorsqu'un instrument financier dérivé n'a pas été (ou n'est plus) qualifié de couverture, ses variations de juste valeur successives sont comptabilisées directement en résultat de la période, au sein de la rubrique « Autres produits et charges financières ». Les passifs financiers se décomposent ainsi :

— Passifs financiers non courants :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018		31/08/2017	
	Dettes financières	Locations financement	Dettes financières	Locations financement
Emprunts et dettes assimilées à plus de Cinq ans		1 360		1 829
Dettes de un à cinq ans correspondant aux différés de Paiement sur acquisition	118 471		45 074	
Autres emprunts et dettes assimilées de un (1) À cinq ans	109 416	1 757	801	1 679
Autres	1		17	
Total	227 888	3 117	45 892	3 508
Total passifs financiers non courants	231 005		49 400	

(1) Dont put sur intérêts ne donnant pas le contrôle : 191 milliers d'euros au 31/08/2018 ; 183 milliers d'euros au 31/08/2017

Passifs financiers courants

(En milliers d'Euros)	31/08/2018		31/08/2017	
	Dettes financières	Locations financement	Dettes financières	Locations financement
Dettes à moins d'un an correspondant aux différés de paiement sur acquisition	3 191		2 919	
Autres emprunts et dettes assimilées à moins d'un an	40 493	392	1 268	375
Concours bancaires courants	281		312	
Intérêts courus non échus	27		26	
Total	43 992	392	4 525	375
Total passifs financiers courants	44 384		4 900	

Trigano a contracté en septembre 2017 un emprunt à taux fixe amortissable de façon linéaire sur 5 ans d'un montant initial de 150 M€ destiné à financer des opérations de croissance externe. 22,9 M€ ont été remboursés au cours de l'exercice, le solde des postes d'emprunts est constitué à hauteur de 11,8 M€ par les bonds contractés par la société Adria (dont 6,0 M€ à moins d'un an, et 5,8 M€ de un à cinq ans).

7.1.3. Juste valeur des instruments financiers. — Les évaluations à la juste valeur sont détaillées par niveau selon la hiérarchie de juste valeur suivante :

— l'instrument est coté sur un marché actif (niveau 1) ;

— l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables, directement (prix) ou indirectement (dérivés du prix) (niveau 2) ;

— au moins une composante significative de la juste valeur s'appuie sur des données non observables (niveau 3).

Les tableaux ci-dessous présentent les actifs et passifs financiers par catégorie :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018		Ventilation par catégorie d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	4 555	4 555		138	4 417		
Autres actifs long terme	230	230			230		
Clients et autres débiteurs	234 191	234 191			234 191		
Autres actifs courants (1)	85 578	85 578			84 358		1 220
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	201 425	201 425	201 425				
Total Actifs financiers	525 978	525 978	201 425	138	323 195		1 220
Passifs financiers non courants (2) (3)	231 005	231 005	118 471			112 534	
Autres passifs non courants (1)	1 773	1 773				1 773	
Passifs financiers courants (2) (3)	44 384	44 384	3 191			41 193	
Fournisseurs et autres créditeurs	348 510	348 510				348 510	
Autres passifs courants (1)	97 293	97 293	0			97 293	
Total Passifs financiers	722 965	722 965	121 662			601 303	

(En milliers d'Euros)	31/08/2017		Ventilation par catégorie d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	2 599	2 599		11	2 589		
Autres actifs long terme	59	59			59		
Clients et autres débiteurs	149 418	149 418			149 418		
Autres actifs courants (1)	92 918	92 918			87 878		5 040
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	136 851	136 851	136 851				
Total Actifs financiers	381 845	381 845	136 851	11	239 944		5 040
Passifs financiers non courants (2) (3)	49 400	49 400	45 074			4 326	
Autres passifs non courants (1)	1 031	1 031				1 031	
Passifs financiers courants (2) (3)	4 900	4 900	2 919			1 981	
Fournisseurs et autres créditeurs	289 101	289 101				289 101	
Autres passifs courants (1)	75 620	75 620				74 837	783
Total Passifs financiers	420 052	420 052	47 993			371 275	783

(1) La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont mis à leur juste valeur sur la base des évaluations transmises par les banques ; les autres actifs et passifs courants sont constitués des achats à terme. De même qu'au 31/08/2017, ils sont de catégorie 3.

(2) Les dettes financières étant essentiellement à taux variables, la juste valeur est équivalente à la valeur inscrite au bilan.

(3) Les passifs financiers à la juste valeur sont constitués des dettes de différé de paiement sur acquisitions. De même qu'au 31/08/2017, ils sont de catégorie 3. Ces passifs sont évalués sur la base des données contractuelles en tenant compte des prévisions de résultat revues par la Direction de Trigano et actualisées à des taux spécifiques aux passifs concernés (0,4 % pour la zone euro et 1 % pour la £).

7.2. Résultat financier. — Le résultat financier est composé du coût de l'endettement financier, des dividendes reçus des sociétés non consolidées, des variations de juste valeur des actifs financiers hors trésorerie et des dérivés non concernés par la comptabilité de couverture, des résultats de cession des actifs financiers hors trésorerie, des résultats d'actualisation et des résultats de change portant sur des éléments ne faisant pas partie de l'endettement financier net.

(En milliers d'Euros)	2017/2018	2016/2017
Intérêts et produits financiers Intérêts et charges financières	1 009	1 221
Coût de l'endettement financier net	-4 625	-2 395
	-3 616	-1 174
Différence de change	-4 151	4 168
Variation de la juste valeur des dettes financières liées aux différés de paiement sur Acquisitions	1 123	-11 618
Autres produits (charges)	132	-55
Total	-6 512	-8 679

La mise à jour du paiement différé sur acquisitions, compte tenu des prévisions de résultat et sur la base d'un taux d'actualisation de 0,4 %, a entraîné la constatation d'un produit financier de 1 123 K€ en 2018, correspondant à la variation de juste valeur de la dette, conformément à IAS 39.

7.3. Gestion des risques :

Risque de change. — Trigano est exposé au risque de change pour une partie de son chiffre d'affaires (principalement au Royaume-Uni) et de ses approvisionnements, notamment ceux facturés en Dollar ou Livre Sterling.

Trigano sécurise sa marge opérationnelle en couvrant sur un horizon correspondant à son portefeuille de commandes (2 à 6 mois) les principaux risques après avoir opéré des compensations entre les flux anticipés dans les monnaies principales. Aucune couverture n'est effectuée sur les autres devises car le risque est jugé acceptable par Trigano.

Les contrats d'achats et de ventes à terme de devises sont évalués à leur juste valeur à la clôture. La perte enregistrée à ce titre sur la période s'élève à 2 757 K€ en 2018 (produit de 806 K€ en 2017).

Sensibilité au risque de change :

(En milliers d'Euros)	Au 31/08/2018		
	GBP	USD	PLN
Hypothèse d'appréciation de l'Euro	10 %	10 %	10 %
Impact sur le résultat net avant impôt	-7,9	1,1	0,6
Impact sur les capitaux propres	-3,9		-0,6

(En milliers d'Euros)	Au 31/08/2017		
	GBP	USD	PLN
Hypothèse d'appréciation de l'Euro	10 %	10 %	10 %
Impact sur le résultat net avant impôt	-9,5	1	0,6
Impact sur les capitaux propres	-3,1		-0,6

Risque de taux. — Trigano n'est pas concerné par un risque de taux sur l'endettement à la clôture.

Risque de liquidité. — Le risque de liquidité est couvert par la faiblesse du taux d'endettement financier et par l'importance des actifs immobiliers sur lesquels aucune garantie n'a été accordée aux organismes financiers.

Afin de réduire encore son risque de liquidité, la Société a signé le 13 juillet 2017 un contrat sur 5 ans avec ses banques prévoyant la mise en place de crédits pour un montant de 150 M€. Trigano n'a pas utilisé cette facilité au cours de l'exercice. Les emprunts et dettes correspondants sont assortis d'engagements de respect de ratios financiers applicables à compter du 31 août 2018 :

— endettement net consolidé sur fonds propres ≤ 1 ;

— endettement net consolidé sur EBITDA consolidé ≤ 3 .

Trigano satisfait à ces conditions au 31 août 2018 et considère que le risque de non respect des ratios aux prochaines échéances est faible.

Risque de crédit. — Le risque de crédit est limité par la dispersion des distributeurs, dont aucun ne représente plus de 5,0 % du chiffre d'affaires consolidé. Un système d'analyse d'informations financières et commerciales permet de prévenir et de contenir les principaux risques de défaillance.

En ce qui concerne les caravanes et camping-cars, la conservation jusqu'au paiement complet des documents nécessaires à l'immatriculation des véhicules permet dans la plupart des cas de limiter le risque au montant de la marge commerciale.

Enfin, dans plusieurs pays, à la demande de ses distributeurs, Trigano a développé des partenariats avec des sociétés spécialisées dans le financement des stocks de véhicules. Ces accords permettent généralement au distributeur de régler au comptant sa créance et de bénéficier d'un crédit couvrant la période d'exposition. L'engagement de Trigano se limite à une aide à la recommercialisation des produits en cas de défaillance du distributeur. En France, Trigano a développé avec Loisirs Finance un système incitatif permettant aux distributeurs de financer leur stock de véhicules neufs à un coût dégressif pouvant aller jusqu'à la gratuité en fonction de leur production de crédits aux particuliers.

Risque action. — Trigano n'est pas exposé à un risque action.

7.4. Engagements hors bilan. — Néant.

VIII. – Impôts sur les bénéfices et impôts différés

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul des impôts exigibles des différentes sociétés du groupe, corrigé de la fiscalité différée. La fiscalité différée correspond à l'impôt calculé et jugé récupérable sur les décalages temporaires d'imposition, les reports fiscaux déficitaires et certains retraitements de consolidation. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que la société concernée disposera dans le futur de bénéfices imposables sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés. Les impôts différés sont comptabilisés selon l'approche bilantielle et, conformément à la norme IAS 12, ils ne sont pas actualisés.

8.1. Analyse de la charge d'impôts :

(En milliers d'Euros)	2017/2018	2016/2017
Résultat net	187 199	126 940
Dont résultat des sociétés mises en équivalence	2 458	3 435
Dont résultat des sociétés intégrées globalement	184 741	123 505
Charge d'impôts comptabilisée	-37 043	-34 394
Résultat avant impôts des sociétés intégrées globalement	221 784	157 898
Charge théorique d'impôts (1)	-59 861	-46 549
Taux d'impôts théorique	27,00%	29,50%
Variation des déficits fiscaux non reconnus antérieurement	19 026	7 913
Variation de taux	-344	-402
Différence permanente sur plus-value sur participation		4 275
Autres différences permanentes	4 136	370
Total rapprochement	22 817	12 156
Charge d'impôts comptabilisée	-37 043	-34 394
Taux d'impôt apparent	16,70 %	21,80 %
(1) Au taux d'imposition de chaque entité		

8.2. Impôts différés. — Les soldes d'impôts différés actif et passif s'analysent ainsi :

(En milliers d'Euros)	31/08/2018	31/08/2017
Impôts différés sur		
Immobilisations	-8 855	-9 267
Dépréciations et autres charges	6 708	13 403
Déficits reportables	42 863	21 857
Autres	-122	-93
Solde net actif / (passif) des impôts différés comptabilisés	40 594	25 900
Impôts différés Actif	45 469	31 597
Impôts différés Passif	-4 875	-5 697

Pour l'évaluation du caractère recouvrable de ses actifs d'impôts différés, Trigano a revu les hypothèses et options possibles dans le cadre de son processus d'arrêté des comptes. Les prévisions faites, que ce soit sur les résultats futurs ou sur d'autres possibilités d'imputation, ont confirmé les options prises à la clôture.

Le montant cumulé des pertes reportables n'ayant pas donné lieu à activation d'impôts s'élève au 31 août 2018 à 74,5 M€.

IX. — Capitaux propres et résultat par action

9.1. Capitaux propres. — La politique de gestion des capitaux propres vise à préserver la continuité d'exploitation du groupe, à servir une rémunération aux actionnaires et à permettre le développement de l'activité, notamment par croissance externe. Les capitaux propres de Trigano (société mère) ne sont soumis à aucune contrainte externe. Seuls ceux de Loisirs Finance (détenue à 49 %) doivent respecter les ratios prudentiels imposés par la réglementation bancaire française et européenne. M. François Feuillet et Mme Marie-Hélène Feuillet détiennent au 31 août 2018 57,8 % du capital et 73,2 % des droits de vote de Trigano.

Le capital se compose de 19 336 269 actions entièrement libérées, d'une valeur nominale de 4,2567 €.

Instruments de capitaux propres et instruments composés. — Le classement en capitaux propres dépend de l'analyse spécifique des caractéristiques de chaque instrument émis.

Frais de transactions sur capitaux propres. — Les frais externes directement attribuables aux opérations de capital ou sur instruments de capitaux propres sont comptabilisés, nets d'impôt, en diminution des capitaux propres. Les autres frais sont portés en charges de l'exercice.

Actions propres. — Les actions propres sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions propres est inscrit directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession, nettes d'impôt, n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

Détail des primes, actions propres et des autres réserves :

	31/08/2018	31/08/2017
Capital	82 310	82 310
Primes	4 184	4 184
Actions propres (1)	19 365	-4 412
Réserves stock-options (2)	243	243
Réserves consolidées (3)	681 395	527 664
Écarts de conversion (4)	-17 122	-18 638
Intérêts ne donnant pas le contrôle	925	419
Total	771 300	591 769

(1) Trigano a signé un contrat de liquidité auquel une somme de 500 milliers d'euros a été affectée. Les moyens affectés à ce contrat ont été complétés par l'apport de 20 000 titres Trigano au cours de l'exercice. Au 31 août 2018, le nombre d'actions propres détenues dans le cadre de ce contrat est de 10 122 titres Trigano. Dans le cadre des autorisations données par l'Assemblée Générale, des actions de la Société ont été rachetées. Au 31 août 2018, le nombre d'actions propres s'élève à 21 026.

(2) Ce compte enregistre l'effet cumulé constaté en contrepartie de la charge d'amortissement des stock-options.

(3) Ce compte comprend :

- les réserves de la Société mère après retraitements de consolidation ;
- la quote-part revenant au groupe des capitaux propres retraités de chacune des filiales diminuée de la valeur des titres détenus par le groupe et augmentée du goodwill éventuel ;
- l'effet cumulé des changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs ;
- les variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les variations de juste valeur des dérivés dans les opérations de couverture de flux de trésorerie.

(4) Ce compte comprend la part revenant au groupe des écarts de conversion, positifs ou négatifs, liés à l'évaluation au taux de clôture des capitaux propres des filiales hors zone euro et de la fraction des créances et des dettes faisant partie de l'investissement net dans ces filiales.

Dividendes. — Le Directoire propose comme distribution relative à l'exercice clos le 31 août 2018 un dividende brut de 2 € par action ordinaire. Les états financiers présentés avant répartition ne reflètent pas ce dividende qui est sujet à l'approbation des actionnaires réunis en Assemblée Générale le 7 janvier 2019.

Résultat par action. — Le résultat par action est calculé sur le nombre moyen d'actions pondéré selon la date de création des actions dans l'exercice, déduction faite des actions propres. Le résultat par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions qui ajoute au dénominateur le nombre d'actions potentielles qui résulteront des instruments dilutifs (options), déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix du marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés.

En nombre d'actions	2017/2018	2016/2017
Actions en circulation	19 336 269	19 336 269
Actions propres	-31 148	-185 335
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat de base par action	19 305 121	19 150 934

En nombre d'actions	2017/2018	2016/2017
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat de base par action	19 305 121	19 150 934
Nombre de stock-options dilutives		
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat dilué par action	19 305 121	19 150 934

X. – Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture qui nécessiterait de modifier les comptes ou de fournir une information complémentaire.

VII. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Trigano relatifs à l'exercice clos le 31 août 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

— Référentiel d'audit : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

— Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er septembre 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

— Justification des appréciations - Points clés de l'audit : En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Évaluation à la juste valeur des passifs financiers relatifs aux paiements différés des acquisitions des titres des filiales

— Risques identifié : Au 31 août 2018, ces passifs financiers nets d'actualisation s'élèvent à M€ 121 dont M€ 118 de passifs financiers non courants et M€ 3 de passifs financiers courants (note 4.2.6.7 de l'annexe aux comptes consolidés) et ont augmenté de M€ 73.

Ces passifs financiers correspondent à la juste valeur des dettes de différé de paiement au titre des acquisitions. La variation ultérieure de cette juste valeur est constatée en résultat financier conformément à la norme IAS 39 (note 4.2.6.7. de l'annexe aux comptes consolidés, paragraphe « passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat »).

Ces passifs financiers sont évalués à leur valeur actuelle sur la base des données contractuelles convenues entre les parties en tenant compte des prévisions de résultats revues par la direction de votre société et actualisées à des taux spécifiques à ces actifs (note 4.2.6.7 de l'annexe des comptes consolidés).

Nous avons considéré que l'évaluation de la juste valeur de ces passifs financiers est un point clé de l'audit en raison de leur importance dans les comptes du groupe et de l'utilisation d'hypothèses et d'estimations nécessaires à l'appréciation de cette juste valeur.

— Notre réponse : Nos travaux ont notamment consisté à :

- évaluer les hypothèses opérationnelles retenues pour établir les prévisions de flux de trésorerie notamment en les confrontant aux réalisations passées et aux perspectives de marché,
- examiner les données sous-tendant la détermination des taux utilisés pour actualiser ces passifs financiers,
- comparer les formules de calcul utilisées pour déterminer les dettes financières nettes avec les dispositions contractuelles.

L'Intégration du groupe Adria :

— Risque identifié : Le 22 septembre 2017, votre Société a acquis 84,1 % des actions de la société Protej, propriétaire de la société Adria Mobil, représentant 85 % des droits de vote. Le contrat liant votre Société aux actionnaires minoritaires prévoit l'acquisition par votre Société de la totalité des actions restantes d'ici 2025.

L'intégration du groupe Adria dans les comptes du groupe Trigano a conduit à :

- considérer que votre Société avait acquis la totalité du groupe Adria et à constater en conséquence un passif financier correspondant à un différé de paiement des 15 % restants ;
 - identifier les actifs et les passifs du groupe Adria acquis par votre Société et notamment les actifs incorporels non préalablement inscrits dans les comptes de celui-ci ;
- déterminer la juste valeur de ces actifs et passifs acquis. A ce titre, la marque Adria a été évaluée à M€ 28 ;
- reconnaître sur cette base un écart d'acquisition. Celui-ci a ainsi été estimé à M€ 139.

- Notre réponse : Nos travaux ont notamment consisté à analyser le traitement de l'intégration au 1er octobre 2017 et notamment à :
- examiner le traitement comptable retenu pour cette acquisition au regard des normes IFRS, en particulier la détermination du pourcentage de contrôle acquis (100 % versus 85 %) ;
 - s'agissant de la valorisation des passifs financiers, évaluer les hypothèses opérationnelles retenues pour établir les prévisions de flux de trésorerie, examiner les données sous-tendant la détermination des taux utilisés pour actualiser les passifs financiers relatifs aux différés de paiement de prix et comparer les formules de calcul utilisées pour les déterminer avec les dispositions contractuelles ;
 - porter un regard critique sur l'identification des actifs et passifs financiers acquis, apprécier leur juste valeur et en particulier, apprécier la valorisation de la marque Adria ;
 - mettre en œuvre des procédures d'audit sur le bilan d'ouverture en date du 1er octobre 2017 du groupe Adria, en analysant en particulier les conséquences de l'harmonisation des méthodes comptables avec celles du groupe Trigano.

— Risque identifié : Nous avons considéré que l'intégration du groupe Adria dans les comptes du groupe Trigano est un point clé de l'audit en raison du caractère significatif de cette transaction et de ses impacts dans les comptes consolidés ainsi que de l'utilisation d'hypothèses et d'estimations nécessaires à l'identification des actifs et passifs acquis et à la détermination de leur juste valeur.

— Notre réponse : Nous avons par ailleurs apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes 4.2.6.2 « Évolution du périmètre de consolidation depuis le 1er septembre 2017 », 4.2.6.7 « Actifs et passifs financiers » et « Résultat financier » de l'annexe des comptes consolidés.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des Commissaires aux comptes. — Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Trigano par votre Assemblée Générale du 8 janvier 2003 pour le cabinet BM&A et du 9 janvier 2006 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 août 2018, le cabinet BM&A était dans la seizième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la treizième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit. — Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit. — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant

toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

– concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit. — Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 14 décembre 2018.

Les Commissaires aux comptes :

BM&A :
Pascal de Rocquigny du Fayel ;

ERNST & YOUNG Audit :
Jean-François Bélorgey.